

Sale temps pour les immigrés

➤ **Les autorités mènent une guerre sans merci aux sans-papiers depuis trois semaines.** Les associations dénoncent et appellent à une politique migratoire respectueuse de l'être humain. Quelles sont les raisons de ce tour de vis ?

A l'heure du déjeuner ce lundi, on sert du *tiébou dieun*, le plat national sénégalais. Nous sommes au petit marché de la vieille médina de Casablanca, sur l'avenue des FAR. Les commerces des immigrés subsahariens ont désormais pignon sur rue. Les filles se font des tresses dans la boutique de coiffure du coin, tandis que Mohamed Mustapha Guèye, le premier Sénégalais à s'installer dans ce marché en 2009, s'affaire à confectionner les costumes et habits traditionnels et de ville dont il maîtrise la technique. L'ambiance est détendue et les affaires marchent. Le courant semble passer entre les nouveaux gérants des boutiques spécialisées dans les produits « africains » et les vendeurs marocains de DVD et d'accessoires de téléphone.

Entre 500 à 600 expulsions

Mais au-delà de cette apparente quiétude, se cache un profond malaise des immigrés subsahariens. Depuis environ trois semaines, les associations font état d'une large campagne d'arrestation d'immigrés sans papiers et dénoncent des délits de faciès. Les rafles ont concerné d'abord la ville de Casablanca, puis Rabat, Fès, Tanger ou encore Taourirt. Mais c'est cette der-



La police est très active ces derniers jours dans les rafles d'étrangers en situation irrégulière.

➤ Les immigrés, un risque terroriste ?

Comment s'explique ce tour de vis ? « C'est à lier à la dernière réunion des pays sahélo-sahariens au Maroc. A chaque réunion officielle, le Royaume veut faire démonstration de sa politique préventive. En 2004, une importante campagne d'arrestations a été menée dans les forêts du Nord. C'était une semaine avant l'arrivée de Zapatero », estime Hicham Rachidi.

D'autres sources avancent comme argument le risque terroriste que font planer les groupes armés du Sahel, renforcés après la chute du régime de Kadhafi. Le député socialiste Abdelhadi Khairate a même adressé une question orale au gouvernement où il s'inquiète des « armes libyennes qui équipent des candidats à l'immigration clandestine embusqués au Maroc ». Des déclarations jugées « scandaleuses » et « stigmatisantes » par les associations. « Cela m'étonne de la part d'un député de gauche. Si c'est le cas, pourquoi les autorités ne procèdent-elles pas à des coups de filet dans ce milieu en nous montrant ces armes ? », s'insurge Rachidi, qui y voit une tentative de préparer l'opinion publique à ces campagnes. ■

ment dans la gare de Fès ou 150 immigrés ont été arrêtés. Plusieurs autres associations, dont l'OMDH, le syndicat ODT et les associations de Subsahariens dénoncent cette « chasse » aux clandestins. Une pétition circule et un rassemblement devait se tenir jeudi 21 juin devant l'ambassade marocaine à Paris.

En tout et pour tout, « 500 à 600 immigrés ont été conduits au poste frontière d'Oujda en près de trois semaines », croit savoir Hicham Rachidi, secrétaire général du GADEM (Groupe anti-raciste d'accompagnement et de défense des étrangers et des migrants). Selon les estimations des ONG, il y aurait entre 12 000 et 15 000 immigrés en situation irrégulière sur le territoire national. Et ces derniers temps, il ne fait pas bon en faire partie.

Vols de passeports, bakchichs...

Cette campagne a installé un climat de terreur dans les milieux des immigrés. Au souk de la vieille médina de Casablanca, Malik, vendeur de colliers sénégalais est à bout de force. Il envisage de rentrer au plus tôt dans son pays après deux ans passés au Maroc. « On est fatigué, il y a trop de problèmes. Je passe mon temps à contourner la police dans la rue. » Comme nombre de ses concitoyens, il trouve toutes les difficultés du monde à renouveler sa carte de séjour.

Mohamed Mustapha Guèye est lui aussi condamné à se cacher en attendant sa carte. « Chaque année, ils demandent de nouveaux documents. Je suis le premier commerçant étranger ici. Je fais travailler des Marocains et des Subsahariens. Ils veulent des bulletins de salaire, mais un contrat de bail devrait suffire ! Je suis pour mettre dehors les gens qui font des trafics, mais moi je ne fais pas de zigzag. Je ne suis pas un mafiosi », s'insurge-t-il.

Daouda Mbaye, lui, est journaliste. Il est installé au Maroc depuis plus de vingt ans avec sa petite famille dans un appartement qu'il a acheté. Ses enfants sont de nationalité marocaine. Tout cela ne lui épargne pas les tracasseries administratives et policières. Il dénonce la multiplication des délits de faciès. « J'ai été contrôlé par la police une ou deux fois mais, heureusement, j'avais mes papiers. Il faut être en règle, on est d'accord ; mais le hic est que les démarches sont fastidieuses et à Casablanca, quatre ou cinq policiers s'occupent

des formalités administratives de tous les étrangers et sont débordés. Ça favorise les trafics », explique Daouda. Les trafics que dénoncent les immigrés vont du vol de passeport par des bandes organisées aux bakchichs pour obtenir par exemple de fausses déclarations à la caisse sociale.

... Racket et viols !

Qu'ils soient en attente de papier ou sans papiers, les immigrés vivent dans la peur. S'ils sont arrêtés, ils attendent au poste pendant 48h la décision d'expulsion du juge en vertu de la loi 02-03 qui fixe les modalités du retour au pays d'origine. « On nous prend quatre photos, comme si on était des criminels », s'insurge une jeune femme dont la sœur a fait les frais de ces arrestations. Les immigrés sont la plupart du temps emmenés en bus à Oujda ou « ils sont refoulés aux frontières », explique Pierre Delagrangé, président du Collectif des communautés subsahariennes. Il ajoute qu'ils finissent par revenir, en passant par d'autres chemins, en prenant le risque de subir des tirs de sommation des gardes-frontières algériens. « Les arrestations collectives et les refoulements sont normalement interdits par la loi. Le renvoi aux frontières algériennes est illégal. Il faudrait enquêter au cas par cas, les mettre dans un avion à destination de leur pays. Malheureusement, l'Union européenne, qui veut combattre l'immigration, donne les moyens de la répression mais ferme les yeux sur le respect des procédures », renchérit Hicham Rachidi, qui réclame la régularisation de la situation de tous les immigrés.

L'absence de politique migratoire favorise les réseaux de mafias, dénonce un autre militant. Les immigrés sont rackettés, les femmes subissent des viols, et certaines jeunes femmes tombent sciemment enceintes pour ne pas être expulsées, car la loi interdit le renvoi dans ce cas. Quid donc de l'avenir de ces enfants qui naissent sur le sol marocain et devront aller à l'école, à l'hôpital ? On l'aura compris : l'immigration est devenue un véritable enjeu sécuritaire mais aussi humanitaire pour le Maroc. Le Royaume étant passé de pays de transit à une terre d'accueil des immigrés, comment gérer les flux d'arrivée ? Quelle politique migratoire adopter ? Les solutions ponctuelles ont fait leur temps...

Zakaria Choukrallah